



Le temps de la guerre hybride dans les hautes terres africaines est-il venu ?

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 30 janvier 2017

[Oriental Review](#) 13 janvier 2017

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

Le Rwanda et le Burundi sont à cheval sur les hauts plateaux africains dans la partie centrale du continent, occupant une position ultra-stratégique le long de la frontière trans-régionale entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale. Surpeuplés, surtout agricoles, et en proie à un passé de violences ethniques, ces deux États voisins, assez semblables, sont tenus de partager leur destin en raison de profils démographiques presque identiques, ce qui a déjà provoqué une histoire de conflits sanglants entre eux dus à un excédent de population. Situés à la jonction de deux des régions géostratégiques les plus dynamiques d'Afrique, il est inévitable que le Rwanda et le Burundi deviennent l'objet d'une nouvelle compétition de type guerre froide entre les univers unipolaires et multipolaires.

Bien que ces deux pays ne possèdent pas une très grande notoriété en termes de connectivité d'infrastructure trans-nationale, qui normalement en ferait une cible de guerre hybride dirigée par les Américains, leurs compositions identitaires spécifiques pourraient être exploitées comme de précieuses armes asymétriques pour affaiblir tous les États environnants qui correspondent à ce profil stratégique. En ce sens, le Rwanda et le Burundi sont commodément placés dans le jeu géostratégique américain pour une plus grande hégémonie mondiale, étant très sensibles à la manipulation externe pour implorer, comme dans le cas de [Bujumbura](#), ou s'agrandir de façon militante comme dans le scénario le plus probable envisagé par [Kigali](#). Si les deux pays ont leurs propres politiques indépendantes, ils sont tous les deux fortement influencés par les intrigues directes et indirectes de la stratégie régionale américaine.

Ce chapitre de la recherche sur la guerre hybride se concentrera principalement sur le Rwanda, mais en raison du lien inséparable du pays avec le Burundi, son voisin du sud sera évidemment également abordé. Les détails spécifiques sur la situation intérieure du Burundi et sa pertinence pour la géopolitique régionale ont déjà été explorés dans un précédent article publié sur *Oriental Review* intitulée [De l'UE au Burundi : l'aide anti terroriste est le faux-nez des changements de regime](#), de sorte que les tenants et aboutissants de cette crise particulière ne seront pas répétés dans ce travail, bien qu'ils soient mentionnés en raison de leur pertinence encore actuelle. Au lieu de cela, la majeure partie de cet article prête attention au Rwanda et aux ambitions régionales de son leadership, en examinant les relations étroites entre les plans de Kigali et ceux de Washington.

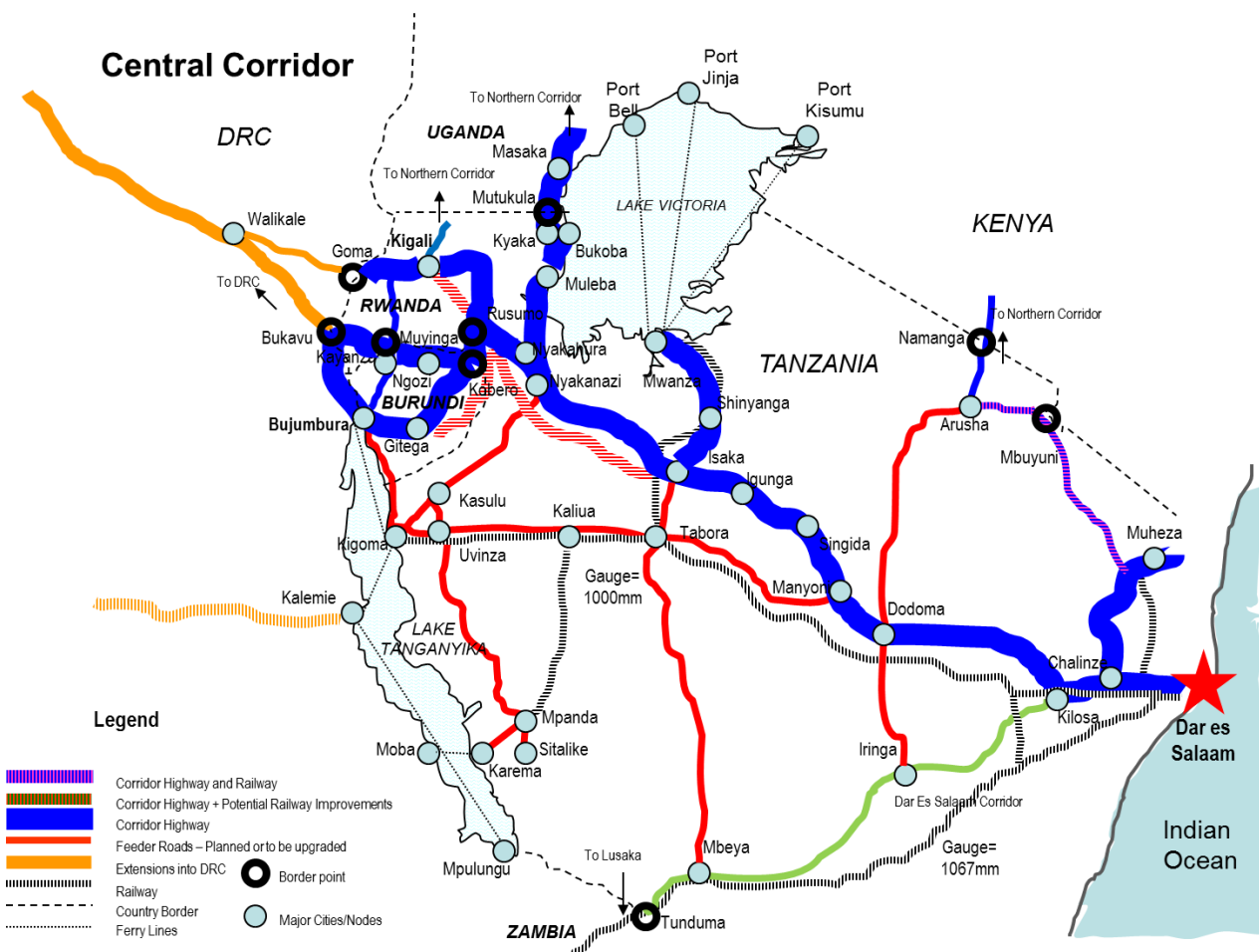
Il est convenu que leurs points communs font du Rwanda le partenaire « [dirigé dans l'ombre](#) » le plus naturel des États-Unis dans la manipulation des événements trans-régionaux. Mais cela fait également de ce pays montagneux la plus grande menace stratégique pour l'ensemble de l'Afrique orientale et centrale, à cause de la dépendance à

risque de Kigali envers une politique identitaire dangereuse pour assouvir sa volonté d'hégémonie.

L'espace de pivotement trans-régional

Intérêts géo-économiques internationaux

Le Rwanda et le Burundi sont situés au centre de l'espace pivot entre l'Afrique orientale et l'Afrique centrale, ce qui leur confère la possibilité géopolitique privilégiée de relier ces deux régions. Pour entrer dans le détail, ces deux États occupent la région intermédiaire entre tous les Grands Lacs d'Afrique et sont à proximité immédiate des principales villes à l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Ce fait permet en principe à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) d'accéder aux [gisements miniers de renommée mondiale](#) de la RDC, dont les minéraux sont actuellement [très recherchés](#) par l'industrie des technologies de l'information et de la communication (TIC).



C'est peut-être pour cette raison que le corridor tanzanien vers l'océan Indien, à l'origine appelé [corridor central](#), devait être relié à ces pays et peut-être éventuellement un jour se développer officiellement en RDC, dans la mesure où les minéraux et la main-d'œuvre de l'Afrique centrale pourraient ainsi atteindre plus facilement le monde par cette voie. Le Kenya avait à l'origine prévu que son propre projet complémentaire de [chemin de fer à voie standard](#) (SGR) le ferait, mais [l'incertitude](#) sur [l'engagement](#) du Rwanda autour de ce projet et les [progrès lents](#) pour en [démarrer](#) la partie ougandaise ont soulevé la question de savoir s'il sera jamais construit. Il est probable que le SGR atteindra éventuellement le nord de la RDC en passant par l'Ouganda, avec le temps, mais le point original ici est de souligner que

les hégémonies économiques régionales concurrentes (Tanzanie et Kenya) ont beaucoup d'intérêts au Rwanda et au Burundi et que ces deux pays sont identifiés comme étant les « *gardiens* » géographiques essentiels de la CAE pour les richesses naturelles de l'est de la RDC.

En définitive, l'intérêt fonctionnel de ces pays frontaliers est souvent perçu par leurs pairs de la CAE comme celui de leur fournir, à eux et à leurs partenaires étrangers, un accès nécessaire à la RDC, ce qui pourrait expliquer pourquoi ces pays comparativement sous-développés ont [rejoint](#) le groupement en 2007. Ni le Rwanda, ni surtout le Burundi, ne se rapprochaient du niveau de développement de leurs partenaires, mais ils ont été admis dans le bloc sur ce critère. Ce sont les pendants pour l'Afrique de l'Est de la Bulgarie et de la Roumanie si l'on compare cette organisation à l'UE. Même si l'explication « *publiquement plausible* » du maintien de la stabilité régionale et de l'intégration des États défavorisés peut servir à justifier ces deux exemples, il est clair pour tous les observateurs non biaisés que le Burundi et le Rwanda (comme la Bulgarie et la Roumanie) ont été autorisés à rejoindre leurs nouveaux partenaires principalement pour des raisons géo-économiques et géopolitiques incontestables.

D'un pont à une zone tampon et vers une bombe à retardement

Si le véritable raisonnement géo-économique pour admettre le Burundi et le Rwanda dans la CAE était de capitaliser sur leur emplacement stratégique pour accéder facilement au potentiel de ressources et de main-d'œuvre de l'est de la RDC, alors le même raisonnement géopolitique devait fortifier ce « *tampon interne* » de l'organisation, en rempart contre l'Afrique Centrale et ses nombreux problèmes insurrectionnels. La RDC s'est effondrée au cours des années 1990 pendant la [Première et la Seconde Guerre du Congo](#) (les deux ont été lancées par le Rwanda et seront discutées plus loin), et les défis qui persistent dans le pays ont le potentiel réel de traverser la « *passerelle* » géo-économique pour se répandre dans la CAE. C'est pourquoi il était dans l'intérêt à long terme de l'organisation de placer le Rwanda et le Burundi sous son influence et d'exercer cette influence pour permettre à la CAE de prévenir et, le cas échéant, de réagir de façon proactive à ce scénario, via le territoire de ses nouveaux États membres riverains.

C'était, de manière compréhensible, considéré comme bien plus préférable que d'assumer de façon irresponsable que toute future éclosion de violence ne touche l'Ouganda ou la Tanzanie. D'une certaine manière, l'inclusion du Rwanda et du Burundi dans la CAE était une forme de « *défense institutionnelle proactive* » pour se prémunir contre cette possibilité. Les États membres peuvent maintenant aborder ce scénario à leur frontière occidentale nouvellement élargie – proche de la RDC, proche du cœur même du conflit – au lieu de s'engager pour neutraliser un éventuel tumulte dans un pays voisin et sur leur propre ligne de front à la frontière ougandaise avec le Rwanda, pour l'un, ou celle entre la Tanzanie et le Burundi pour l'autre. Les deux États des hauts plateaux sont les goulets d'étranglement les plus vulnérables à travers lesquels le militantisme et les [armes de migration de masse](#) peuvent se propager en voyageant hors de la RDC et dans toute la CAE. Aussi, les incorporer dans l'organisation a signifié un proverbial « *bouche-trou* » ou pare-feu en retardant la propagation d'une crise soudaine et en amortissant ses effets sur les membres les plus importants de l'organisation, en filtrant le chaos dans la zone tampon constituée de ces deux États en premier lieu.



Les troupes rwandaises quittent la ville de Kindu, en République démocratique du Congo (RDC), en 2002.

Avec le Rwanda et le Burundi solidement sous son influence, la CAE est plus à l'aise face à toute éventuelle flambée de violence, mais, à l'inverse, a aussi involontairement rendu l'organisation dépendante de ses nouveaux membres. Par exemple si l'un d'entre eux décidait de « *se rebeller* » et orchestrait même un conflit que la CAE a jusqu'ici tenté d'éviter de manière proactive, il est très peu probable que ce danger provienne du Burundi – du fait de la non-implication traditionnelle de Bujumbura dans les affaires étrangères –, mais plutôt du Rwanda, ce qui est complètement différent. Non seulement le président Paul Kagame est arrivé au pouvoir à la suite d'un conflit ethnique, mais il l'a même mis à profit dans le cadre de la politique étrangère de son pays et le dirige maintenant contre son homologue burundais. Alors que la CAE pensait que l'admission du Rwanda et du Burundi diminuerait la probabilité d'un autre conflit ethnique, ce mouvement bien intentionné (et pas désintéressé) a placé l'organisation à la merci personnelle de Kagame et en a fait l'otage de ses caprices.

Il se peut que les dirigeants de la CAE ont parié que le dirigeant rebelle rwandais – devenu président – ne déclencherait pas une autre guerre à l'échelle de la région (ou ils méconnaissaient les origines du génocide rwandais et des deux principaux conflits en RDC et ont absous Kagame de toute responsabilité en l'intégrant), et / ou que son successeur serait beaucoup plus modéré militairement et moins susceptible de jeter la zone dans la tourmente. De toute façon, c'était un pari risqué, et la zone tampon prévue s'est maintenant involontairement transformée en une bombe à retardement de déstabilisation. Au lieu que tous les membres de la CAE travaillent ensemble pour assurer la stabilité régionale et atténuent les risques de conflit, le Rwanda [s'est irrité](#) contre un État membre voisin, le Burundi, et menace d'entraîner toute l'organisation dans un autre conflit, qui pourrait ironiquement se dérouler à l'intérieur de ses propres frontières et diviser le territoire de la CAE.

Divisions démographiques internes

La raison pour laquelle le Rwanda s'implique vigoureusement dans les affaires intérieures du Burundi tient au fait que les deux pays partagent le même fossé démographique interne, quoique avec des résultats opposés. Le *World Factbook* de la CIA indique que le [Rwanda](#) compte 84% de Hutus et 15% de Tutsis, tandis que le [Burundi](#) est considéré comme étant à 85% hutu et à 14% tutsi. À tous les égards, ces deux pays voisins ont une composition démographique identique et l'état des relations entre leurs deux principales ethnies a été renforcé pendant la période d'occupation belge comme la colonie singulière du [Ruanda-Urundi](#). La [perception dominante](#) était que les Tutsis étaient favorisés par

Bruxelles dans un stratagème classique de division et de régulation modelé sur la tactique britannique de fabriquer une atmosphère de tension auto-bénéfique en poussant de manière provocante les intérêts d'une minorité locale devant ceux de la majorité. C'était d'autant plus efficace qu'il s'agissait largement d'un héritage de la [structure de pouvoir pré-coloniale](#). En fin de compte, la poursuite et l'expansion de ces pratiques devaient finir par être l'héritage le plus fatal et le plus durable de l'occupation belge parce qu'elle a semé un ressentiment mutuel profond et a rendu les deux côtés très sensibles aux impulsions violentes contre l'autre.

Génocides interconnectés

Les tensions communautaires n'ont donc rien de nouveau dans l'un ou l'autre de ces deux États, mais elles ont atteint des proportions catastrophiques au début des années 1990, lorsque ce conflit identitaire a éclaté, se transformant en génocide transfrontalier. Avant cela, il y avait déjà eu un [génocide dirigé par les Tutsis](#) contre les Hutus burundais en 1972, mais cette fois la tragédie qui a eu lieu était dirigée [contre les Tutsis](#). Le déclencheur immédiat a été la [guerre civile burundaise](#) qui a éclaté après que le premier président hutu démocratiquement élu du pays soit [tué](#) par l'armée dirigée par des Tutsis dans une tentative de coup d'État qui a échoué, en octobre 1993, ce dernier n'ayant servi que trois mois comme chef d'État. Ce conflit a eu lieu dans le contexte de la [guerre civile rwandaise](#), où les rebelles tutsis menés par Paul Kagame ont envahi le pays depuis l'Ouganda avec l'intention de renverser le gouvernement hutu.

Les deux conflits se sont finalement interrompus lorsque l'avion transportant les présidents hutu, rwandais et burundais [a été abattu](#) au dessus de Kigali en avril 1994. Le gouvernement rwandais de Paul Kagame, dirigé par les Tutsis, [insiste](#) sur le fait que les « *extrémistes hutus* » étaient responsables, mais il y a des faits assez bien établis qui montrent que ce sont ses propres forces qui devraient en être tenues pour responsable. Fait intéressant, c'est exactement ce que l'enquête française a d'abord conclu, aussi, avant [d'inverser étonnamment](#) ses conclusions et de répéter les revendications de Kagame.

La réaction hutue au Rwanda a été féroce et a rapidement tourné au génocide, bien que l'on doive bien, dans l'intérêt de l'objectivité, se rappeler que la violence génocidaire devait sa genèse situationnelle à la fois à une tentative de coup d'État menée par les Tutsis au Burundi et aux rebelles tutsis de Kagame au Rwanda. Cela n'absout absolument pas les Hutus du génocide commis, mais cela soulève de sérieuses questions sur l'intention des acteurs tutsis qui ont en premier lieu provoqué les racines de cette violence. Cela sera exposé dans la section suivante quand on parlera de la montée de Kagame au pouvoir, mais pour le moment, le dernier point qui doit être établi, c'est que l'ordre politique régional post-génocide a placé un Tutsi au pouvoir au Rwanda et un Hutu au Burundi. En d'autres termes, l'inverse de ce que chaque pays avait auparavant.



De la rébellion au révisionnisme régional

Double standard racial

La nature trans-nationale de la rivalité tutsi-hutu au Rwanda, au Burundi et même en RDC (qui sera abordée en profondeur plus loin dans la recherche) ne devrait pas forcément conduire à la violence, mais un acteur décisif a intérêt à utiliser cette dispersion démographique comme moyen de promouvoir la politique étrangère de son pays, que ce soit par la force brute ou par un chantage flagrant. Cet individu n'est autre que [Paul Kagame](#) qui, malgré l'interdiction d'utiliser des [étiquettes ethniques](#) dans son propre pays depuis 2004, utilise ironiquement les mêmes [jeux politiques raciaux](#) que ceux qu'il interdit en ce qui concerne les affaires de ses voisins.

Il n'y a évidemment rien de mal en soi si un peuple est fier de son identité et la favorise pacifiquement, mais le Rwanda est extrêmement sensible à ce sujet en raison des problèmes sociaux persistants causés par le génocide. Si le pays veut faire le choix de proscrire les étiquettes ethniques pour désigner tout le monde simplement comme « *rwandais* », c'est bien sûr son choix souverain, mais c'est une utilisation ironique du deux poids deux mesures pour le gouvernement rwandais obsédé par la situation ethnique de ses voisins alors qu'il ne reconnaît même pas légalement la sienne. La seule interprétation qui puisse expliquer cette contradiction étrange de politique étrangère est

l'ambition personnelle du président Kagame, qui le pousse à politiser l'ethnicité, hors de ses frontières, comme tremplin pour étendre le pouvoir de son pays dans toute la région.

Pour mieux comprendre les intérêts géopolitiques du Rwanda sous la présidence de Kagame, il est absolument essentiel d'analyser le mode de gouvernement de cette personne. Un bref aperçu révélera pourquoi le Rwanda pratique cette politique, puisque chaque décision importante qu'il prend est en fin de compte attribuable à la volonté d'[un seul homme](#). Cependant, pour un décideur aussi important que lui, cela signifie aussi que son décès, sa démission ou sa destitution pourraient conduire à une politique étrangère complètement différente pour le Rwanda, bien que cela reste à voir quand un successeur montera effectivement en puissance et mettra cette théorie à l'épreuve.

La naissance d'un rebelle

[Paul Kagame](#) a passé ses jeunes années en Ouganda en tant que réfugié. Sa famille a fui son pays d'origine pendant une période antérieure de violence et s'est installée dans un camp aux alentours de la capitale ougandaise. Il a finalement [rejoint](#) l'Armée de résistance nationale du président ougandais Museveni et a participé à la [Guerre du Bush](#) qui a éclaté après la chute d'[Idi Amin Dada](#). Kagame a opéré en Tanzanie avec d'autres rebelles pendant cette période, ce qui a pu lui inculquer l'importance d'avoir un commanditaire étranger pour aider à toute éventuelle insurrection qu'il aurait pu rêver de fomenter au Rwanda. Après que [Museveni](#) a déclaré la victoire en 1986, il a [récompensé](#) son complice rwandais en faisant de lui le chef du service de renseignement militaire de sa nouvelle administration. Quelques années plus tard, Kagame et ses autres compatriotes tutsis, qui avaient combattu aux côtés de Museveni dans la Guerre du Bush, ont décidé de former un groupe rebelle pour renverser le gouvernement hutu du Rwanda. Museveni, désireux d'obtenir l'influence régionale qu'il pensait mériter, a soutenu avec enthousiasme le mouvement qui a fini par être connu sous le nom de [Front patriotique rwandais](#) (FPR).

Lorsque le FPR a [envahi](#) sa patrie ancestrale en 1990, cela pouvait être considéré comme le premier cas réel d'une diaspora tutsie disposée à se comporter comme une « [arme de migration massive](#) ». Le chef du groupe rebelle a été rapidement tué au cours de cette opération montée précipitamment, et Kagame a tout de suite assumé la charge de l'organisation. Il a continué à la transformer en cette force de guérilla qu'elle deviendrait plus tard à la veille du double assassinat des présidents hutus du Rwanda et du Burundi, et bien qu'il n'y ait pas de preuve « [formelle](#) » pour confirmer que lui et ses forces étaient responsables de cet audacieux acte de double régicide, d'[éminents experts internationaux](#) et même des [transfuges](#) du cercle intime de Kagame sont [convaincus](#) qu'il l'est. Ce n'est pas l'intention de cette recherche de débattre des spécificités des preuves présentées contre lui, bien que l'auteur soit convaincu que le futur président rwandais est vraiment [coupable de ce crime](#) et a exécuté cette opération avec pour objectif l'effondrement du gouvernement et la victoire tutsie au Rwanda et au Burundi, espérant ainsi des gouvernements dirigés par les Tutsis dans les deux pays.

Revisiter la région au travers de la course au pouvoir



Paul Kagame

La vision stratégique de Kagame était de tirer parti de son rôle de chef de file après la guerre civile et d'un Rwanda dirigé par les Tutsis afin de placer sous son influence ce qu'il espérait également être un Burundi contrôlé par les Tutsis. L'idée principale était de restaurer la situation politique coloniale et pré-coloniale où ce groupe ethnique minoritaire présidait au reste de la majorité hutu. En réussissant à la mettre en œuvre au Burundi et à avoir un État satellite géré par une minorité, Kagame aurait pu de facto réunir les deux territoires dans la forme anachronique de l'ancienne puissance coloniale belge du Ruanda-Urundi et exercer un pouvoir dominant sur chacun d'eux à travers cet espace politico-culturel ethno-partagé. Avec ce précieux bien de valeur géostratégique sous son contrôle, il aurait pu alors tenter d'exporter son modèle tutsi pour faire chanter toute la région et l'utiliser pour obtenir des avantages politiques et économiques sur la RDC, qui compte également une population tutsie considérable dans sa région frontalière. Par la suite, Kagame aurait pu alors utiliser ses conquêtes de facto pour parvenir à une relative parité stratégique avec l'Ouganda et renforcer concrètement son influence sur le pays. La première étape, quasiment colonisatrice, du Burundi sous la forme d'un satellite dirigé par les Tutsis et contrôlé par Kigali, n'a pas eu lieu en raison des complications stratégiques qui se sont produites au cours de la guerre civile burundaise, alors que Kagame a improvisé et mis en œuvre un plan au Sud Kivu congolais en lieu et place, maintenant ainsi la continuité stratégique de sa vision. Comme l'histoire l'a constaté, le Rwanda, une fois de plus, semble [avoir le Burundi sous sa coupe](#), ce qui est l'une des principales raisons pour lesquelles le potentiel de guerre hybride des hautes terres africaines est en cours d'investigation.

L'auteur appelle cette stratégie de Kagame « *Terre tutsie* », en raison de sa dépendance à cultiver et à exploiter une minorité tutsie militarisée dans la région environnante pour agir en tant que proxi au nom du gouvernement dirigé par les Tutsis au Rwanda. Comprendant l'hypersensibilité derrière l'utilisation du nom de la minorité victime du génocide pour décrire la politique étrangère agressive d'expansion du Rwanda, l'auteur se sent obligé de préciser que ce n'est pas du tout pour provoquer des conflits, répandre la haine ou éveiller des souvenirs de génocide, mais pour exprimer une analyse situationnelle par un observateur non régional, non-aligné et neutre, sans aucune participation personnelle dans le conflit Tutsi-Hutu. Même utiliser le terme « *Terre tutsie* » est la limite absolue du « *non politiquement correct* », mais l'autocensure et le respect des « *normes politiques* » non exprimées ne devraient jamais faire obstacle à l'analyse objective d'un chercheur indépendant. Il est donc établi que le lecteur sera assez mûr pour comprendre l'intention académique du reste de l'article qui n'est pas une analyse délibérément faussée de l'auteur ou une volonté de favoriser la violence. Le reste du travail décrira ainsi dans quelle mesure

Kagame s'était déjà efforcé de construire la « *Terre tutsie* » et les moyens d'y parvenir qui continuent d'exister et sont à sa disposition s'il choisissait de reprendre activement ce projet.

Le compas du chaos de Kigali

L'histoire personnelle de Kagame, grandissant en tant que réfugié tutsi à l'étranger et devenant volontairement une *arme de migration massive* contre sa propre patrie explique pourquoi il a développé le projet inexplicable mais clairement observable, de faire de la politique identitaire une arme à la poursuite de ce qu'il croit subjectivement être les grands intérêts stratégiques du Rwanda. La création d'organisations extrémistes tutsies dans la région et leur militarisation pour qu'elles se comportent comme les soldats de Kigali sur le modus operandi de la « *conquête à tout prix* » ressemble très étroitement à la politique étrangère de l'Arabie saoudite, qui fait la même chose au Moyen-Orient et ailleurs quand il s'agit de la communauté sunnite. L'auteur ne suggère pas que tous les Tutsis et les sunnites sont des extrémistes militants, mais que ces deux groupes sont les plus sensibles aux machinations de Kigali et de Riyad, en étant exploités comme chair à canon pour la création de leurs projets géopolitiques respectifs. Bien qu'elle n'ait pas propagé son influence aussi loin que l'Arabie saoudite et son wahhabisme, la politique non déclarée du Rwanda d'inciter au militarisme tutsi a déjà provoqué beaucoup de tumulte régional au cours des deux dernières décennies. La liste des victimes géopolitiques qui ont souffert de cette agression doit être examinée en profondeur afin de produire des preuves empiriques à l'appui de la théorie disant que Kagame fait tout cela comme moyen d'annoncer la création de sa vision chérie d'une « *Terre tutsie* » trans-nationale.

Rwanda



Un garçon rwandais couvrant son visage pour se protéger de la puanteur des cadavres

Les premières victimes des politiques racistes de Kagame ont été les Rwandais eux-mêmes. Les Hutus [ont été chassés](#) à l'intérieur du pays et tués, tandis que d'autres ont été [arbitrairement emprisonnés](#) dans les « [tribunaux gacaca](#) » sur le simple soupçon qu'ils étaient des conspirateurs de génocide. Bien que l'on puisse présumer en toute sécurité que ceux d'entre eux qui ont été détenus ont effectivement un certain degré d'implication dans les crimes qui ont eu lieu, il y a des [préoccupations légitimes](#) que le gouvernement dirigé par les Tutsis a eu un comportement excessif et a [arrêté arbitrairement des Hutus au hasard](#) afin de promouvoir une [politique incitative d'intimidation](#) par l'État contre ce groupe. On pourrait même raisonnablement penser que tous les Hutus qui [ont fui vers la RDC](#) auraient pu être des auteurs de génocide, mais que beaucoup d'entre eux auraient aussi pu être des citoyens bien intentionnés préoccupés par leur sécurité au milieu

des [violentes représailles](#) qui ont suivi la prise de contrôle des Tutsis. Encore une fois, pour renforcer la position de l'auteur, aucun de ces commentaires analytiques ne doit être interprété comme une « *excuse du génocide* », mais comme un autre angle analytique pour comprendre la nature « *politiquement incorrecte* » de ce qui s'est passé au Rwanda et dans la région depuis le fameux génocide.

Les Tutsis ont également souffert sous Kagame, mais pas d'une façon évidente. En raison des privilèges dont ils jouissent actuellement au sein de l'État (bien que cela ne soit pas officiellement reconnu en raison de l'interdiction formelle des classifications ethniques en 2004), les Tutsis se retrouvent dans la situation précaire de devenir victimes de la violence de la foule si l'État devait s'écrouler ou de devenir une fois de plus complices de meurtres génocidaires. Cela semble peu probable à court terme, mais encore une fois, une crise soudaine à l'intérieur du pays pourrait être tout ce qu'il faut pour rouvrir les plaies de l'hostilité tribale voir revenir les jours sombres des massacres identitaires. Les opposants pourraient faire valoir que les Tutsis bénéficient de privilèges implicites, de « *discrimination positive* » parrainés par l'État, et sont cajolés par le gouvernement. Mais quelles que soient les bonnes intentions derrière ces politiques, il est indéniable qu'elles provoquent généralement un certain ressentiment parmi la grande partie des masses qui ne sont pas admissibles à ce qui est perçu comme des avantages, bien que cela ne signifie naturellement pas que leurs frustrations seront canalisées automatiquement dans la violence si on leur en donne l'occasion.

La République démocratique du Congo (RDC)

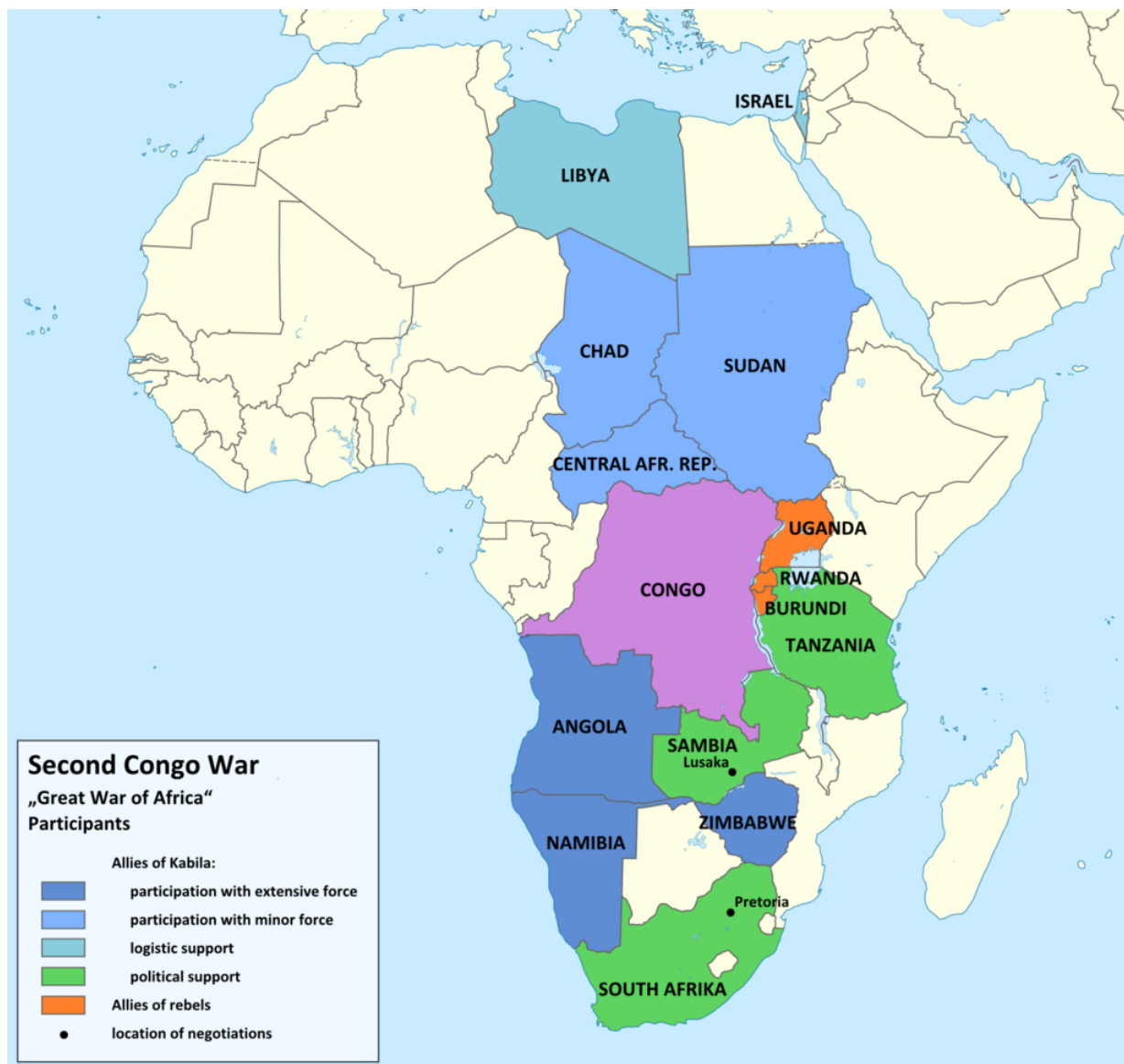
La RDC a été la deuxième victime du stratagème de pouvoir régional de Kagame dans la manipulation du militarisme Tutsi. Après avoir pris le pouvoir en 1994, ses forces ont poursuivi des miliciens hutus dans la partie orientale de la RDC (connue alors sous le nom de Zaïre), où ils ont également rejoint de nombreux Tutsis qui étaient partis pendant le génocide. Ces nouveaux arrivants ont non seulement déstabilisé le paysage local en s'affrontant avec la population qui vivait déjà dans le Sud-Kivu (les [Banyamulenge](#) tutsis arrivés avant l'indépendance congolaise et les [Banyarwanda](#) un mélange tutsi-hutu qui sont venus par la suite). Comme beaucoup d'entre eux ont été armés et ont continué à lancer des attaques trans-frontalières contre le gouvernement tutsi nouvellement installé de leur patrie, ils pourraient très bien être décrits comme de formidables *armes de migration massive* au Congo. À l'époque, le gouvernement Mobutu à Kinshasa était en perte de vitesse et affaibli par des décennies de mauvaise gestion et de conflits périphériques de faible intensité, en particulier dans l'est du pays. Les deux puissances voisines de l'Ouganda et du Rwanda avaient déjà cherché à renverser Mobutu pour piller les riches ressources de son pays, profitant des faiblesses palpables du Congo, pour faire avancer leurs programmes régionaux. Mais elles avaient besoin de circonstances appropriées.

Museveni savait qu'il ne serait pas possible pour lui de se sculpter une sphère d'influence dans le nord-est de la RDC si le Rwanda était encore soumis à une forte influence congolaise, et cette prévoyance géopolitique aiguisée explique pourquoi il s'est concentré sur le renversement du gouvernement de Kigali avant de fixer ses vues sur Kinshasa. Avec son homme de confiance enfin au pouvoir au Rwanda, Museveni savait que c'était le moment de frapper, bien que l'opération, bien sûr, soit coordonnée avec Kagame à l'avance. La présence d'« *armes hutu de migration massive* » venant du Rwanda, dans l'est de la RDC a été un facilitateur opportun pour pousser ces plans, créant un « *prétexte plausible* » pour justifier une invasion rwandaise formelle qui était censée pousser à l'effondrement de l'État. De plus, les nouvelles « *armes de migration massive* » hutues

récemment arrivées ont créé, comme prévu, de tels problèmes avec les émigrés rwandais locaux qui vivaient au Congo (les Banyamulenge et les Banyarwanda, essentiellement des Rohingyas rwandais non originaires de l'est de la RDC, tout comme les Bengalis sont non-indigènes de l'État de Rakhine du Myanmar), que cela a mené à une rébellion hostile parmi la population préexistante. Elle a pris les nuances d'une « [guerre civile](#) » par « *arme de Migration massive* » interposée et a fini par précipiter l'« *intervention humanitaire* » menée par Kigali, en fait une opération de changement de régime. Cela a également contribué à ce que le Rwanda parraine l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (ADFLC), composée principalement de groupes ethniques minoritaires tels que les Tutsis, qui avait formellement pris la tête du renversement de Mobutu.

Après le renversement du leader, le dirigeant de l'ADFLC, Laurent Kabila, s'est vite rebellé contre ses contrôleurs rwandais et ougandais et a expulsé leurs forces du Congo. Kabila ne voulait pas que son grand pays serve de manière trop visible de grenier à exploiter par ses deux voisins beaucoup plus petits et ses actions patriotiques à l'époque pourraient être décrites comme le début d'une guerre de libération nationale contre l'occupation stratégique rwandaise et ougandaise. Des facteurs personnels tels que sa propre ambition de prendre pleinement en charge le pays ont probablement aussi joué un rôle mais ses partisans étrangers n'étaient pas vraiment heureux de son comportement et ils ont ainsi lancé la [Seconde guerre du Congo](#) en réponse. Cette guerre n'a pas réussi à renverser leur ancien protégé comme ils l'avaient supposé, mais cela a mené à la guerre la plus sanglante de l'histoire africaine et le conflit le plus mortel depuis la Seconde Guerre mondiale. Les conséquences géopolitiques ont été que la RDC est demeurée nominalement unifiée, mais de grandes zones de territoires à l'est et au nord-est ont été [envahies](#) par les milices rwandaises et ougandaises, dont certaines ont pris parti pour leurs gouvernements d'origine alors que d'autres y étaient opposées. Ce patchwork de partis a créé une situation embrouillée qui a divisé la région en fiefs contrôlés par des seigneurs de guerre souvent en conflit les uns avec les autres. De plus, la lutte féroce pour les ressources a provoqué une [rivalité de basse intensité](#) entre l'Ouganda et le Rwanda qui a nui à leurs liens fraternels d'État à État jusqu'au [rapprochement de 2011](#) entre les chefs d'État.

Bien que le Rwanda et l'Ouganda aient rétabli leurs relations, la situation chaotique dans l'est de la RDC n'a toujours pas de solution. Cela représente l'une des « *opportunités* » fondamentales de Kagame pour la promotion de son plan « *Terre tutsie* » d'hégémonie régionale, qui sera pleinement abordé dans la dernière partie de la recherche, qui prévoit les scénarios de guerre hybride les plus réalistes que le Rwanda pourrait poursuivre.



Burundi

L'auteur a écrit plus tôt que le lecteur devrait se référer à son article précédemment [publié](#) sur la guerre hybride naissante au Burundi pour avoir tous les détails sur cette situation et les citations connexes, mais pour l'uniformité de la description des victimes de la campagne « *Terre tutsie* » de Kagame et pour tout mettre en cohérence, il est nécessaire de revenir en partie sur quelques points clés pour expliquer comment le Burundi s'inscrit dans ce projet géopolitique. Le Président en exercice Pierre Nkurunziza, un Hutu, a été autorisé par la [Cour suprême](#) à se présenter pour un troisième mandat, en dépit d'une Constitution les restreignant à deux. L'astuce juridique sur laquelle il s'est appuyé fut que son premier mandat était dû à une nomination parlementaire et que son troisième mandat constituerait donc sa deuxième élection, remplissant ainsi l'exigence constitutionnelle établie en la matière. Il [a gagné](#) un autre mandat à l'été 2015, non sans avoir à se défendre d'une tentative de [coup d'État](#) de généraux rebelles et à contrer une insurrection de faible intensité contre son gouvernement. Le Rwanda a pris [la tête](#) de la déstabilisation de son voisin du sud et a commencé à former des [réfugiés tutsis](#) qui ont fui le pays par crainte que des rumeurs propagées par des médias étrangers d'un « *génocide imminent* » soient réellement fondées.

En analysant soigneusement le second développement, il est très plausible que les services

de renseignement étrangers ont propagé ces histoires fausses comme une forme d'arme de désinformation destinée à produire une fuite délibérée de réfugiés tutsis. En d'autres termes, il y a eu une campagne pré-planifiée d'*armes de migration massive* destinée à déclencher un exode tutsi du Burundi vers le Rwanda, puis leur réarmement et leur infiltration de retour vers leur pays en tant que rebelles anti-gouvernementaux, avec la même idée que celle de Kagame lui-même contre son pays natal, le Rwanda, en 1990. La couverture unipolaire des médias de masse qui en a résulté aurait pu établir des parallèles clairs entre les deux groupes de « *combattants de la liberté* », ajoutant à la pression existante subie par le gouvernement et faisant ainsi chauffer une guerre hybride contre lui. Il est actuellement difficile de savoir comment la crise se déroulera finalement, même si elle semble se stabiliser, pour le moment au moins. Cela pourrait être une accalmie trompeuse, et attribuable au fait que le Rwanda n'a pas encore complètement formé le nombre d'armes anti-gouvernementales de migration massive tutsies dont il a besoin pour aborder la prochaine étape de son opération de changement de régime. Peu importe ce qui arrivera finalement, il devrait être clair pour tous que le Rwanda s'est [comporté agressivement](#) envers le Burundi et a un intérêt à promouvoir le faux récit d'un inévitable génocide tutsi là-bas.

Ouganda



Fred Rwigyema

La situation stratégique a toujours été historiquement beaucoup plus complexe en Ouganda que chez les autres voisins du Rwanda que Kagame a visé, en partie en raison de [la perception](#) que les Tutsis jouissaient déjà de positions privilégiées sous le gouvernement Museveni. Cette opinion a été soutenue par l'ascension du leader ougandais au pouvoir aux côtés des combattants tutsis, dont les plus remarquables étaient Kagame lui-même et [Fred Rwigyema](#). Ce dernier était le chef du FPR avant sa mort en 1990, après que le groupe a commencé son invasion précipitée et mal planifiée du Rwanda. La présence de tels Tutsis de haut rang dans le gouvernement ougandais à l'époque (on rappelle que Kagame était autrefois le chef des services secrets militaire du pays pendant un bref temps) a renforcé l'idée que les Tutsis occupaient une [place particulière](#) dans la société. Bien que les théories abondent pour expliquer pourquoi cela peut ou non être le cas, le plus plausible – si une telle affirmation est vraie – est probablement un mélange de deux facteurs moteurs : la camaraderie étroite de Museveni avec les miliciens tutsis pendant la guerre du Bush et la

présence suspecte de Rwandais dans le pays.

Le premier point a déjà été discuté dans la recherche et a à voir avec la relation personnelle de Museveni avec ce groupe et son attitude envers lui, tandis que le second est fortement contesté et reste un point chaud de débat au sein de la société ougandaise elle-même. Il est généralement admis qu'il existe une certaine présence rwandaise dans les zones frontalières et dans la capitale ougandaise, mais le nombre, la portée géographique et l'intention de cette population démographique ne sont pas clairs. Il serait irresponsable de supposer que les Rwandais résidant en Ouganda se comportent comme un groupe homogène, tout comme il est inapproprié de le faire avec n'importe quelle catégorie de personnes, peu importe qui elles sont et où elles résident, mais cela ne signifie pas que d'autres forces ne soient pas motivées par cette hypothèse dans leur action auprès de cette communauté. Alors que les Rwandais résidant en Ouganda sont certainement un groupe hétérogène et comprennent des Hutus, des Tutsis, des « réfugiés », des immigrants clandestins et des citoyens naturalisés, l'accent sera mis sur les « réfugiés » tutsis / immigrants illégaux pour expliquer la pertinence de ce sous-groupe démographique dans la théorie de la guerre hybride.

Museveni, l'ami des Tutsis, et le dirigeant des Tutsis, Kagame, s'intéressent tous deux à l'existence de ce groupe, et la perception persistante – encore une fois, non confirmée mais néanmoins partagée par [certains blogs](#) et [personnalités](#) – est que les Tutsis résidant en Ouganda ont une influence disproportionnée à Kampala. Cela a même conduit à certaines affirmations non vérifiées que Museveni lui-même est un [Tutsi rwandais](#), bien que comme souvent sur ce genre de sujet, il est difficile de juger de la véracité de toutes les informations que l'on rencontre. Pourtant, il est indéniable que le gouvernement de Museveni a auparavant entretenu une relation très étroite avec les Tutsis, ce qui donne bien sûr l'impression que son pays est tombé sous l'influence d'un « [Empire tutsi](#) » que l'auteur a rebaptisé « *Terre tutsie* » dans la recherche actuelle. Bien que l'influence que Kigali exerce sur Kampala en ce moment ne soit pas claire et même discutable, ce qui est plus certain, c'est qu'il a deux principaux moyens de le faire, quand et s'il le souhaite. Le plus évident pour les observateurs qui commentent ce sujet est la prétendue présence des Tutsis dans l'[État profond](#) ougandais (l'armée permanente, les services secrets et les bureaucraties diplomatiques), bien que ce qui est souvent négligé soit le rôle que leurs communautés frontalières pourraient jouer dans la stratégie à long terme de Kigali utilisant une pression implicite contre Kampala. Cet aspect qui sera abordé dans la prochaine section quand nous nous concentrerons sur les scénarios de guerre hybride.

Andrew Korybko

A suivre...

Article original en anglais :



[**Hybrid Wars: Geopolitics of the Central African Highlands and the Great Lakes**](#) By [Andrew Korybko](#), January 14, 2017

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#)

Andrew Korybko est le commentateur politique américain qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie *Guerres hybrides : l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime*(2015). Ce texte sera inclus dans son prochain livre sur la théorie de la guerre hybride. Le livre est disponible en PDF gratuitement et à [télécharger ici](#).

La source originale de cet article est [Oriental Review](#)
Copyright © [Andrew Korybko](#), [Oriental Review](#), 2017

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie *Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime*(2015).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca